



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

La Lettre du CIAN

Mars / Avril 2017

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

France – Afrique : hier ou demain ?

Les Rencontres Africa 2016 organisées au Conseil économique et social en septembre dernier ont réuni plus de 1.500 participants africains et français. Il est probable que seule la France peut organiser une manifestation communautaire d'une telle ampleur. Imagine-t-on d'autres pays européens, américains ou asiatiques avoir la capacité de réussir une telle mobilisation ?

Les 13 et 14 janvier à Bamako, le 27^{ème} sommet Afrique-France a réuni plus de 50 délégations dont 30 chefs d'État. Le communiqué final a consacré l'accord des chefs d'État sur les questions économiques et de défense, citant notamment le programme du CIAN, RH Excellence Afrique. Des forums parallèles, l'un dédié à la jeunesse et l'autre à l'économie, transforment maintenant ces sommets, traditionnellement politiques, en événements élargis manifestant la vigueur d'une communauté de destins.

Le rapport CIAN 2017 (et le succès du récent Forum CIAN-MOCI et ses 800 participants) rappelle le poids de l'Afrique dans l'économie française. A titre d'illustration, les seuls adhérents du CIAN emploient plus de 500.000 personnes directes ou indirectes, disposent de 10.000 implantations sur le continent et y réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 60 milliards d'euros (ce qui est du même niveau qu'avec l'Asie ou les Etats-Unis).

Enfin, dernier élément, près de 5 millions de personnes d'origine africaine (du nord ou subsaharienne) vivent en France. Tout ceci montre qu'on ne peut raisonnablement nier qu'il existe une véritable communauté d'intérêt entre la France et l'Afrique.

C'est pourquoi il est désolant de voir le peu d'intérêt que cette relation suscite dans le débat électoral français actuel. Parmi la vingtaine de candidats aux primaires et à l'élection présidentielle elle-même, seuls deux ou trois ont brièvement évoqué l'Afrique, sans en expliquer les enjeux ni les potentialités.

Au lieu de cela, notre vieille habitude qui consiste à réglementer plutôt qu'à encourager, a conduit à l'adoption le 21 février par l'Assemblée nationale de la loi sur le devoir de vigilance, relatif au respect des droits de l'homme et de l'environnement qui s'étend

aux sous-traitants étrangers des groupes français. Disposition louable, mais qui érige un obstacle concurrentiel de plus pour nos entreprises, particulièrement en Afrique, puisque la France est seule au monde à la mettre en œuvre.

Les adhérents du CIAN savent que les 30 prochaines années marqueront un tournant décisif dans le développement de l'Afrique et combien ce conti-

nant est porteur d'activité pour eux. Cette opportunité constitue une nouvelle frontière pour notre économie. Servie par une convergence d'intérêts et une proximité ancienne, nous devrions placer cette obligation au premier rang de nos défis afin de tirer parti de notre avantage. Nous avons la chance d'avoir de fortes positions et une relation privilégiée dans une région qui va tirer la croissance du monde. Profitons-en et plaçons cet objectif au rang d'un objectif commun. Sans parler des enjeux de sécurité, de lutte contre le terrorisme, et d'immigration, qui devraient majorer encore plus cette ambition.



Etienne Giro
Président délégué

A RETENIR

28 MARS 2017

**Assemblée générale
du CIAN : 10h30-12h30**

Déjeuner-débat :
12h30-14h30

**La diplomatie économique
de la France en Afrique.**

En présence de Matthias Fekl,
secrétaire d'Etat chargé
du commerce extérieur, de
la promotion du tourisme
et des Français de l'étranger

Infos et inscription :
communication@cian.asso.fr
Tél : +33 (0)1 45 62 55 76

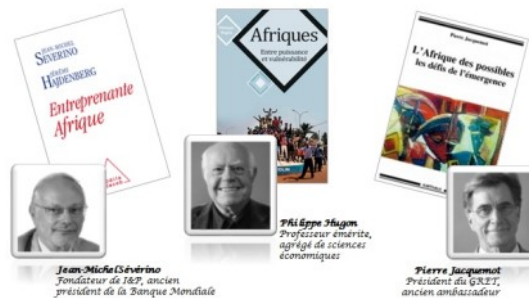


**Automobile Club
de France**

6 pl de la Concorde,
75008 Paris

ACTIVITES DU CIAN

Regards croisés – CIAN Paris, 19 janvier



sûreté dans les hôtels pour une réunion sur le thème du voyageur d'affaires face aux risques sécuritaires et de la responsabilité de l'entreprise. Les participants ont reçu des conseils pratiques sur la préparation du voyage, l'arrivée dans le pays et le séjour sur place. En particulier, il a été conseillé de divulguer les détails d'un déplacement uniquement aux personnes indispensables, de laisser des traces de son passage à l'aide d'applications en ligne, de réserver à l'avance des voitures avec chauffeur (pas de taxi ou de location de voiture !) et des escortes pour les zones à risques. Les participants ont remarqué que même si leur entreprise a une politique voyage bien définie voire un prestataire qui envoie une fiche informative dès la réservation d'un déplacement, il est rarement demandé au collaborateur de signer qu'il a pris connaissance des règles et des documents d'information.

Agroalimentaire et emploi — FARM Paris, 8 décembre

« L'emploi en Afrique : et si l'agroalimentaire était une solution ? » Telle était la problématique posée par ce colloque de la Fondation FARM.

Après une excellente présentation très documentée de **Kako Nubukpo**, directeur de la Francophonie économique et numérique au sein de l'OIF, les débats ont permis l'intervention d'une quinzaine de personnes dont les trois quarts d'origine africaine. Au-delà de certaines oppositions académiques et dogmatiques, aussi inévitables que vaines, entre l'agriculture familiale et les grandes exploitations agricoles, il est apparu clairement que l'amélioration des rendements et la modernisation des techniques agricoles ne se feraient pas en Afrique au détriment de la création d'emplois décents directs et indirects, diversifiés et souvent qualifiés.

L'expérience en Europe par exemple montre que les 4% des emplois directement agricoles génèrent 2 à 3 fois plus d'emplois indirects. Alors qu'en Europe, c'est l'amont (regroupement producteurs, coopératives) qui a poussé l'aval (agro industries, distribution), en Afrique, les industriels de la transformation devraient inciter la production amont à la création de véritables filières, allant jusqu'à l'intégration dans des chaînes de valeurs internationales.

De plus, les besoins alimentaires sont considérables sur le continent où l'agriculture est loin, aujourd'hui, de nourrir les 1,2 milliards d'habitants qui vont doubler d'ici 2050, sans compter que la demande mondiale va également s'accroître et que l'Afrique est le seul continent qui dispose d'un véritable réservoir de terres cultivables.

L'essor de l'agriculture africaine pour les entreprises subsahariennes qu'elles soient individuelles, petites ou moyennes, se heurte à des freins déjà bien connus : l'insuffisante concrétisation des politiques publiques, l'absence d'un cadre juridique stabilisé (notamment pour le foncier), les difficultés d'accès aux infrastructures de base et aux financements y compris pour les crédits de campagne, l'insuffisance de la formation des responsables d'exploitation... Autant d'éléments qui rendent le métier d'agriculteur peu attractif pour les jeunes Africains, témoins de la pénibilité physique endurée par leurs parents, qui d'ailleurs poussent leurs enfants vers d'autres voies.

A contrario, l'exemple marocain montre qu'une banque agricole spécialisée gérée de manière professionnelle, peut répondre à ces défis en s'inscrivant dans une politique publique, et en proposant une large gamme de produits financiers adaptés aux différentes tailles d'exploitations. Il existe en Afrique subsaharienne un foisonnement d'initiatives prometteuses.

En savoir plus

Regards croisés

Entrepreneurs Afrique, JM. Severino et J. Hajdenberg, éd. Odile Jacob,

Afriques. Entre puissance et vulnérabilité, P. Hugon, éd. Armand Colin,

L'Afrique des possibles, les défis de l'émergence, P. Jacquemot, éd. Karthala

Forum Afrique 2017

Retour sur le forum Afrique 2017 et photos

www.lemoci.com/evenement/forum-afrique-2017

Commission Sûreté

Arnaud Kremer, Président
arnaud.kremer@iremos.fr

CIAN

www.cian-afrique.org

Retrouvez les documents des commissions et les résultats du baromètre présentés au forum Afrique 2017 sur votre espace adhérent.

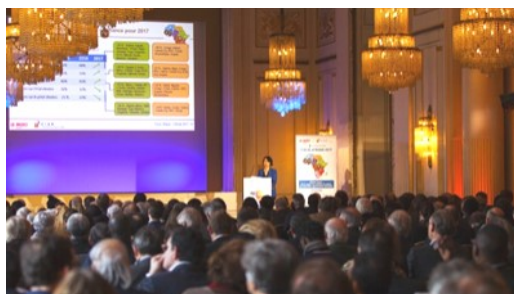


FARM

www.fondation-farm.org
Synthèse du colloque
http://www.fondation-farm.org/zoe/doc/farm_colloque_dec2016_synthese.pdf

Le CIAN avait convié trois experts de l'Afrique à débattre sous la conduite de **Pascal Airault**, éditorialiste de l'Opinion. Auteur de *Afriques. Entre puissance et vulnérabilité*, **Philippe Hugon** a mis en lumière les ruptures des 20 dernières années. Il a insisté sur les différences politiques, industrielles et de développement entre les pays qui l'ont conduit à écrire *Afrique au pluriel* dans le titre de son ouvrage. Il estime qu'alors que les media occidentaux laissent peu de place à l'Afrique, le milieu de la finance est à l'écoute d'une Afrique qui bouge et qui construit peu à peu son émergence. **Jean-Michel Severino** qui rend justement compte d'histoires entrepreneuriales dans *Entrepreneurs Afrique* a décrit les nouveaux chefs d'entreprises africains. Souvent issus de la diaspora ou formés à l'étranger, ils profitent de la libéralisation des économies. Ils font vivre leur famille et fréquemment leur communauté, notamment en développant des projets dans l'agroalimentaire. **Pierre Jacquemot**, *L'Afrique des possibles*, a noté aussi la vigueur d'une nouvelle classe moyenne avec des attentes en termes de consommation et l'indéniable transition numérique. Il a fait le constat d'un continent qui a vu la très grande pauvreté reculer mais qui reste fragile par bien des aspects. En particulier, il est difficile de prévoir la démographie à plus d'une génération et de savoir si l'Afrique bénéficiera du dividende démographique qu'on lui promet.

Forum Afrique 2017 - CIAN/MOCI Paris, 3 février



A l'occasion de la parution du Rapport CIAN élaboré avec l'équipe éditoriale du MOCI, était organisé le 6^e Forum Afrique sur le thème de la création de valeur. 800 hommes et femmes d'entreprises ont assisté aux plénières et participé à des rendez-vous BtoB pour nouer des contacts commerciaux ou de prestations et trouver des offres de financement pour leurs activités.

Commission Sûreté – CIAN

Paris, 23 février

Arnaud Kremer, président de la commission, avait invité **Alexandre Masraff**, expert en évaluation de la

Ainsi au Cameroun une filière de production et de commercialisation du poivre s'est structurée autour du label d'« indication géographique ». Elle permet à de toutes petites entreprises de se créer et de trouver des financements. Les progrès technologiques récents apportent aussi des solutions, par exemple pour produire de l'électricité à proximité des utilisateurs à des coûts compétitifs. Des structures d'accompagnement se mettent en place pouvant aller jusqu'à apporter des garanties aux banques ; des fonds d'investissement se spécialisent sur les PME agricoles ; des efforts de sensibilisation des jeunes et d'insertion des femmes dans la production et la commercialisation se concrétisent çà et là ; la modernisation de la distribution favorise la contractualisation des rapports entre les producteurs (qui peuvent se regrouper) et les distributeurs...

Néanmoins la création d'emplois ruraux n'est pas toujours suffisante pour rendre les campagnes attractives et une politique d'aménagement du territoire est nécessaire de façon à inscrire l'agriculture dans une démarche de développement intégrée. Certains pays ont créé des *clusters* à grande échelle : exemple de surface de 1 000 ha en développement intégré, avec connexion des fermiers aux marchés, prise en compte de la qualité des produits exigée par l'industrie et la distribution moderne (packaging par exemple).

De manière incidente, certains intervenants ont montré leur hostilité aux Accords de Partenariat Économique avec l'UE et ont souhaité que l'agriculture et l'agro-industrie africaine puissent, pour se lancer et pérenniser leur activité, bénéficier d'une protection aux importations, sans aborder cependant les nécessaires efforts que bien des États ont à faire pour diminuer le coût des facteurs de production qui sont anormalement élevés.

Si **Pierre Jacquet**, modérateur du face à face, fait remarquer que l'on se posait les mêmes questions il y a 20 ans, l'évolution démographique à elle seule est un facteur de sensibilisation fédérateur pour le changement...

27^{ème} Sommet Afrique-France

Bamako, 12-13-14 janvier

Le 27^{ème} sommet Afrique-France s'est tenu à Bamako mi-janvier. En quarante ans, le format a évolué. De réunions essentiellement politiques réservées aux chefs d'État, les sommets internationaux sont progressivement devenus des occasions de rencontres élargies aux principaux acteurs de la coopération.

Ainsi, à Bamako, des journées de la jeunesse ont été organisées avant le sommet, les 12 et 13 janvier, auxquelles ont participé des éducateurs, des témoins, des startups, devant des centaines de jeunes Africains. De même, un sommet économique a été organisé le 13 janvier. Le Medef a conduit une délégation d'une cinquantaine d'entreprises, et le CIAN a été chargé d'animer la partie relative à la formation professionnelle.

Etienne Giros a donc eu l'occasion de présenter le programme « RH Excellence Afrique ».

Le choix de Bamako était évidemment un symbole et visait à prouver que la sécurité est suffisamment réta-

blie au Mali, quatre ans après l'intervention française, pour y tenir en sécurité un sommet réunissant plus de cinquante chefs d'États et de gouvernements. Dans leur déclaration finale, ces derniers ont plaidé pour la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, et insisté sur les conditions nécessaires à une croissance durable, et notamment la formation des jeunes, le programme RH Excellence Afrique étant cité et officiellement soutenu.

Termes de l'échange – FERDI

Paris, 24 janvier

Après une décennie de développement rapide, les pays pauvres et vulnérables font face à d'importants chocs de leurs termes de l'échange. La volatilité actuelle des cours des matières a une forte incidence sur la croissance et débouche également, selon les pays, soit sur des effets d'aubaine soit sur des déséquilibres budgétaires et extérieurs insoutenables, comme pour les pays exportateurs de pétrole depuis 2014. Les chocs des termes de l'échange peuvent également avoir un impact significatif sur l'activité, la liquidité, voire la stabilité des systèmes bancaires, qui en retour, peuvent en amortir ou amplifier les effets macroéconomiques. Autour de quatre tables rondes, les 28 intervenants combinant apport de connaissances académiques récentes et expériences de praticiens, tant publics que privés, ont tenté de répondre aux principaux enjeux de politique économique et de régulation financière.

Rapport annuel - Banque Mondiale

Paris, le 30 janvier

Pour la première fois, la Banque Mondiale a délaissé Washington pour dévoiler son rapport annuel sur le développement dans le monde. Grâce à l'invitation de l'AFD, c'est Paris qui a accueilli cette grande innovation. La vedette incontestée a été le nouveau chef économiste de la Banque, **Paul Romer**. Honorant sa réputation d'économiste anticonformiste, il a expliqué que la question du développement était trop sérieuse pour être l'apanage des seuls économistes. Le rapport 2017 met l'accent sur les conditions de rattrapage et souligne que l'état de droit est un facteur essentiel de l'émergence économique. Les habitués du CIAN, comme en témoigne la préface d'Alexandre Vilgrain dans le Rapport CIAN 2017, sont habitués à ce plaider. Selon l'économiste, la mauvaise gouvernance doit être traitée comme un système qu'il faut réformer. Les échanges de bonnes pratiques et les projets coopératifs peuvent y contribuer. L'utilisation des nouvelles technologies peut favoriser la transparence.

Coopération pour l'Afrique – Conférence Olivaint

Paris, 31 janvier

La Conférence Olivaint est la plus ancienne association étudiante de France, créée en 1874 par les collèves confessionnels. Elle visait initialement à réunir les élèves après les cours pour approfondir leur réflexion et leurs connaissances, et développer l'art oratoire, selon un mode de transmission orale par le biais de conférences. De nombreuses personnalités politiques, intellectuelles et économiques ont participé à ces réunions hebdomadaires.

Au programme de 2017, une séquence sur l'Afrique : **Etienne Giros** a été invité à s'exprimer devant une centaine d'auditeurs, auxquels s'étaient joints les représentants de la section belge, sur la nature actuelle des relations entre la France et l'Afrique. Constructifs, les débats ont été passionnés car des thèmes comme les interventions militaires françaises, la position de nos entreprises en Afrique ou l'avenir du franc CFA ne laissent pas indifférents.

En savoir plus

Sommet de Bamako

Déclaration finale

<http://www.africafrance.org/actualites/declaration-finale-sommet-de-bamako-partenariat-paix-lemergence/>

FERDI

www.ferdi.fr

Compte rendu

www.ferdi.fr/fr/evenement/quelles-r%C3%A9ponses-aux-chocs-des-termes-de-l%C3%A9change-dans-les-pays-pauvres-et-vuln%C3%A9rables

Banque mondiale

www.banquemondiale.org

Rapport annuel

<http://www.banquemondiale.org/fr/about/annual-report>

Conférence Olivaint

www.confereceolivaint.fr



Soudan – MEDEF International**Paris, 1er février**

Une vingtaine de dirigeants d'entreprises se sont retrouvés autour de S.E. M. **Bruno Aubert**, ambassadeur de France à Khartoum pour une réunion du Conseil des chefs d'Entreprises France-Afrique de l'Est présidée par **Patrick Lucas** – Vice-Président de Medef International.

Le Soudan, (près de 40 millions d'habitants) qui se trouve aux confins de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de la Corne de l'Afrique est identifié comme un acteur majeur de l'équilibre politique entre « ces mondes ». Sous sanctions américaines depuis 20 ans, le pays bénéficie aujourd'hui d'une levée des sanctions pour une période probatoire de 6 mois. Face aux défis qui sont les siens : la perte des trois-quarts de sa rente pétrolière depuis l'indépendance du Sud Soudan (2011), les crises périphériques du Darfour et les tensions au sud du pays, les effets dissuasifs des sanctions sur l'économie du pays, le pouvoir est contraint de s'activer !... Il en va de la survie du régime et de sa légitimité vis-à-vis des régimes de la sous-région. Si la communauté internationale surinvestit pour trouver des solutions à ces crises perlées, pour autant les problèmes du pays ne sont pas résolus et Khartoum consacre 60% de son budget à sa sécurité/défense.

La Chine est aujourd'hui déjà très présente dans le pétrole et l'approvisionnement de biens de consommations et sera en position favorable pour répondre aux besoins d'infrastructures qui ne vont pas manquer à très court terme.

L'Europe et la France, en particulier, ont une carte à jouer car les autorités soudanaises considèrent que l'Europe est le partenaire économique naturel, notamment pour se doter de technologies avancées. Le Soudan est aujourd'hui pratiquement vierge. Il y a beaucoup d'opportunités pour répondre aux besoins dans les domaines des mines (d'or notamment), de l'agriculture et de production en viande et à terme dans les secteurs de l'assainissement urbain, du transport et de la logistique.

Zimbabwe – MEDEF International**Paris, 2 février**

Le Medef International a réuni des représentants de quinze entreprises pour rencontrer **Richard Boidin**, le nouvel ambassadeur de France au Zimbabwe, sous la présidence de **Gérard Wolf**, vice-président du comité Afrique de MEDEF International.

Notre ambassadeur à Harare n'a pas caché que le pays va mal : l'industrie poursuit son déclin, le taux de chômage atteint des sommets, l'Etat est en faillite et l'économie souffre d'une profonde crise de liquidités. Si la situation politique est suspendue aux incertitudes sur la succession de **Mugabe**, le régime reste toujours maître du jeu et peut s'appuyer sur des forces armées structurées et bien équipées. L'appareil d'Etat est néanmoins largement convaincu qu'il sera indispensable de bouger. C'est le cas pour le remboursement de la dette extérieure, évaluée à environ 6 milliards USD. C'est également le cas pour l'environnement juridique des affaires qui présente toujours des risques élevés d'expropriation pour les entreprises.

Selon **Richard Boidin**, les entreprises françaises doivent prendre leurs marques au Zimbabwe, y développer des réseaux avec des partenaires locaux - tout en prenant le minimum de risques -, afin d'être déjà sur place lorsque le pays retrouvera le chemin de la croissance. Une trentaine d'entreprises françaises sont déjà implantées sur ce marché, dont le potentiel de développement demeure l'un des plus

prometteurs en Afrique, grâce au très bon niveau de formation de la population, à la qualité des terres agricoles et aux richesses du sous-sol.

Angola – MEDEF International**Paris, 16 février**

Une délégation financière angolaise conduite par **Valter Filipe Duarte da Silva**, le nouveau gouverneur de la Banque centrale d'Angola, s'est exprimée devant une centaine d'entreprises françaises, réunies au Medef. Cette visite s'inscrit dans une série qui a conduit la délégation aux USA, en Grande-Bretagne et en Italie, avant de poursuivre par l'Espagne et l'Allemagne (y compris la BCE).

Les autorités angolaises ont totalement conscience de la gravité de la crise financière que connaît leur pays. La chute des cours du pétrole, qui représentait 95% des ressources de l'Etat en 2014, a conduit à une baisse de 70% des recettes publiques, à une crise de change et à une inflation de 60% par an.

Devant cette situation qui pourrait conduire le pays à un scénario identique à celui que connaît le Venezuela, les autorités ont adopté un plan d'action rigoureux : encourager la production locale (l'Angola importe 90% de ce qu'il consomme), contrôler les liquidités, privilégier des secteurs prioritaires (agriculture, santé, production locale), débloquer une partie des transferts de devises (600 M€ injectés par mois). L'Angola espère mettre fin au retrait des banques correspondantes étrangères, qui bloque les transactions, limiter l'inflation à 15% en 2017, et surtout attirer des opérateurs dans un pays dont le potentiel économique reste énorme sur le long terme.

Algérie – IPEMED/La Tribune/BPI France**Paris, 17 février**

En introduction, **Jean-Louis Guigou**, Président d'IPEMED, a brossé le tableau d'une Algérie à venir, industrielle et prospère. Selon ses analyses, grâce à son potentiel énergétique, à son positionnement géo-stratégique ainsi qu'à sa diaspora, l'Algérie devrait être un acteur majeur entre l'Europe et l'Afrique.

Le Professeur **Aliaouat**, représentant du groupe agro-alimentaire Benamor, a commenté l'état de l'économie algérienne (3% de croissance, réserves de change équivalentes à 22 mois d'importations, 33,5% du budget de l'Etat consacré aux investissements). L'économiste **Alexandre Kaleb** a ensuite expliqué que l'Algérie face à la baisse de ses ressources financières, s'engage dans une politique de substitution aux importations. À cette fin, elle est désireuse d'associer, dans une logique de partenariat et de coproduction, les investisseurs étrangers. **Jean-Louis Levet**, responsable à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, a confié qu'il existe des besoins considérables et finançables dans différents secteurs économiques, appuyés par une volonté de l'Etat d'accompagner la diversification de l'économie. Il a insisté également, sur l'émergence de nouveaux entrepreneurs soucieux d'engager des partenariats de qualité.

Xavier Beulin, président du groupe Avril nous a fait part de son expérience réussie en matière de partenariat en Algérie tout en indiquant que la Loi dite des « 49/51 » ainsi que la bureaucratie restent des freins non négligeables. Enfin, l'ensemble des intervenants ont désigné comme secteurs où la coopération avec les entreprises françaises pourrait être renforcée, l'efficacité énergétique (objectif 2030 : 30% de la production électrique fournie par les énergies renouvelables), les infrastructures, les villes nouvelles, la formation, le numérique et les services.

En savoir plus**CIAN**

Lydia Picoteiro Bettencourt,
expert Afrique lusophone
contact@lpbettencourt-avocats.com

Laurent Padoux,

Expert Afrique australe

lpadoux@gmail.com

Sammy Oussedik,

Président comité Afrique du Nord

sammy.oussedik@cian.asso.fr

MEDEF International

www.medefinternational.fr

DG TRESOR

Soudan

www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/soudan

Pays/soudan

Angola

www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/angola

Pays/angola

Zimbabwe

www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/zimbabwe

Pays/zimbabwe

IPEMED

www.ipemed.coop

VIE DES SOCIÉTÉS



Nouveau bureau à Abidjan

La société mauricienne de services aux entreprises ABAX étend son réseau avec l'ouverture d'un nouveau bureau à Abidjan. Cette septième implantation s'inscrit dans la stratégie d'ABAX visant à renforcer sa présence en Afrique de l'Ouest, notamment en Côte d'Ivoire. Cette nouvelle implantation vient compléter le réseau de bureaux ABAX, situés à Ébène (Maurice), Dubaï, Johannesburg, Londres, Nairobi et Singapour.

Le bureau est dirigé par **Anjeelee Chinamal** qui cumule plus de 12 années d'expérience en tant que comptable agréée ACCA et développeur d'affaire chevronnée. Elle a l'appui de **Laurent Chabrut**, économiste de formation, qui lui se concentre sur les flux d'affaires entre l'Europe et l'Afrique. Le bureau d'Abidjan permettra de mieux répondre aux besoins des entreprises actives en Afrique, y compris celles venues de France et d'Europe à la recherche d'un point d'entrée sur le continent.

AIRFRANCE / KLM Plus de dessertes vers le Maroc en 2017

Dès le 26 mars 2017, Air France desservira Paris Charles de Gaulle au départ de Marrakech à raison de 3 vols hebdomadaires en Airbus A320.

Au départ de Rabat 4 vols hebdomadaires s'ajouteront aux deux vols quotidiens déjà existants vers Paris Charles de Gaulle.

Air France desservira Paris Charles de Gaulle au départ d'Agadir, à raison de 3 vols hebdomadaires en juillet et en août.

A noter que Transavia propose déjà 2 vols quotidiens vers Marrakech au départ d'Orly et desservira Tanger à compter du 2 avril 2017.



Lancement du fonds franco-africain (FFA) dédié aux PME

Le 13 janvier 2017, Bpifrance et AfricInvest ont annoncé à Bamako le lancement du Fonds Franco-Africain, 1er fonds de capital investissement cross border dédié aux PME africaines et françaises.

Impulsé par Bpifrance et AfricInvest, le FFA a pour objectif d'accélérer la croissance de PME innovantes africaines et françaises, ayant des projets de développement sur les deux continents. Ce fonds de 77 M€ est le 1er fonds transfrontalier entre le continent africain et la France. Il sera géré par AfricInvest, pionnier et leader du Private Equity mid market en Afrique. Le FFA a été souscrit par Bpifrance, par deux groupes privés français, ISociété Générale et Orange, par Proparco (groupe AFD), et par des investisseurs africains : la CNPS de Côte d'Ivoire, l'assureur marocain Saham, le groupe industriel et financier marocain Financecom, le Fonds de pension de la Banque Centrale du Kenya, des investisseurs privés kenyans et nigériens, et AfricInvest. Au-delà d'un apport en capital, AfricInvest accompagnera les entreprises françaises dans leur développement en Afrique, comme les entreprises africaines dans leur stratégie de croissance en France et sur le continent européen.

Deux nouveaux bureaux



Blue Lions, la première agence digitale panafricaine, annonce l'ouverture de deux nouveaux bureaux en Afrique du Sud et aux Emirats Arabes Unis (Dubaï), renforçant ainsi sa présence

sur le continent africain et dans le Golfe persique. Ce développement s'accompagne de deux nominations pour le bureau parisien, ouvert en 2013.

L'ouverture des bureaux à Dubaï et Johannesburg marque un nouveau tournant pour l'agence digitale déjà présente en Côte d'Ivoire et au Maroc. Hubs stratégiques pour adresser les sujets panafricains, Blue Lions s'y ancre pour mieux répondre aux besoins de ses clients et gagner encore plus en proximité.

Le bureau parisien, quant à lui, se dote de deux nouvelles recrues. En provenance de We Are Social, et forte de 15 années d'expériences en agence, **Violette Nossi** a rejoint Blue Lions en novembre 2016, en tant que directrice du bureau parisien. Elle aura pour principales missions la gestion et le développement du bureau et de son équipe. En octobre 2016, **Roxane Allodi** a elle aussi intégré le bureau parisien de l'agence, en tant que chef de projet digital.



Expertises gestion de crise et communication de crise en Afrique

Le cabinet EH&A Consulting intervient pour le compte de Vivo Energy, qui distribue et commercialise les carburants et les lubrifiants de la marque Shell en Afrique, en couvrant pas moins de 8 pays : Burkina Faso, Mali, Guinée, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal, Maroc, et Tunisie.

En se déployant 2 jours par pays, EH&A Consulting forme les filiales aux techniques et méthodes de gestion de crise et entraîne ses porte-paroles à répondre aux médias. Un exercice de crise est également organisé pour améliorer les réflexes et les bonnes pratiques des cellules de crise en simulant des situations (incendie d'un dépôt de carburant, explosion de station-service, accident de camion-citerne, pollution maritime, acte terroriste, crise sociale, etc.). Chaque session de formation et d'entraînement est adaptée aux contextes et enjeux propres à chaque pays et fait l'objet d'un retour d'expérience approfondi.

Toyota au Maroc fait également appel à EH&A Consulting pour bâtir et mettre en œuvre son plan de continuité d'activités et animer l'ensemble de son dispositif de crise (alertes, procédures, manuel de crise, formations gestion de crise, media-training, exercices de crise et retours d'expérience).



Mentoring pour les jeunes femmes issues de la diversité

Le Club du XXI^{ème} Siècle et PWN Paris (Professional Women's Network Paris), en partenariat avec le cabinet d'avocats Eversheds Sutherland France et le magazine ELLE, ont lancé la seconde édition du programme de mentoring pour encourager les jeunes femmes issues de la diversité ethnoculturelle.

Cette nouvelle édition, qui a pour but d'inciter ces femmes à briser le double plafond de verre et à faire de leur diversité un atout, s'est déroulé mardi 21 février dans les locaux d'Eversheds-Sutherland France. « Eversheds-Sutherland France soutient de nouveau cette initiative innovante qui répond à un besoin réel pour les jeunes femmes issues de la diversité qui pourront ainsi être mieux accompagnées dans leurs carrières », indique **Boris Martor**, avocat associé, Head of Africa Group.



Programme conçu pour l'Administration de Côte d'Ivoire

Le Gouvernement Ivoirien, comme il l'a acté en conseil des ministres le 18 janvier 2017, s'associe à HEC Paris pour renforcer les capacités managériales de près de 3000 agents de son Administration.

En savoir plus

ABAX

www.abaxservices.com

Anjeelee Chinamal

+225 47 26 88 08

anjeelee.chinamal@abaxservices.com

l@abaxservices.com

Laurent Chabrut

+33 6 65 94 96 52 /

+225 87 42 04 80

laurent.chabrut@abaxservices.com

www.abaxservices.com

AIR FRANCE KLM

www.airfrance.com

Reservations

www.airfrance.fr

BLUE LIONS

www.bluelions.com

Contacts

<http://bluelions.com/contact-us/>

BPI France

www.bpifrance.fr

Daniel Demeulenaere

Head of Africa and Partnerships

International Affairs Department

daniel.demeulenaere@bpifrance.fr

EH&A

www.eha-consulting.com

Emmanuelle Hervé

emmanuelle.herve@eha-consulting.com

eha-consulting.com

EVERSHEDS SUTHERLAND

www.eversheds-sutherland.com

Boris Martor, Avocat Associé -

Head of Africa Group

BorisMartor@eversheds-sutherland.com

eversheds-sutherland.com

En savoir plus**HEC**www.hec.frCommuniqués de presse :
Côte d'Ivoire<https://www.cian-afrique.org/media/2017/03/AGORA-Fev-2017.pdf>

MyAfricanStartup

<https://www.cian-afrique.org/media/2017/03/My-African-Start-up-Fev-2017.pdf>**PROCADRES**www.procadres.com

Laurent Agrech

laurent.agrech@procadres.com**SONEMA**www.sonema.com

Contact presse

communication@sonema.com

Ce programme, conçu sur mesure, au niveau des standards de qualité d'HEC Paris, impliquera sur trois ans des cadres dirigeants et managers de la Présidence, de la Primature et de 9 ministères concernés. Adapté au contexte et aux enjeux de l'émergence économique et sociale de la Côte d'Ivoire, ce programme sera réalisé à Abidjan et en région. Il aura pour objectif d'introduire une culture managériale de la performance dans l'organisation administrative par une meilleure compréhension de l'entreprise, des marchés financiers et du système économique-social. Chaque agent pourra ainsi revisiter ses pratiques en intégrant les approches des organisations privées et en tenant compte des spécificités des missions de service public.

Grâce à l'amélioration de la performance de ses services administratifs et régaliens, ce nouveau référentiel managériale de l'administration ivoirienne facilitera la mise en œuvre des réformes préconisées par le plan d'actions du Gouvernement, dont les finalités sont le retour de la Côte d'Ivoire à son leadership économique régional et au développement de son attractivité auprès des investisseurs internationaux. Cette initiative repose sur trois facteurs-clés de succès : transversalité, pérennité, masse critique.

HEC partenaire de « myafricanstartup 100 »

MyAfricanStartup.com publie la 1ère édition du palmarès annuel des 100 start-up africaines innovantes dans lesquelles investir. Cette initiative vise à accroître la visibilité des start-up à fort potentiel auprès des investisseurs africains et internationaux. 22 pays africains sont représentés dans le palmarès avec par exemple, un éditeur de jeux vidéo camerounais, une société ivoirienne qui révolutionne la mobilité.

**Cap sur l'Afrique**

Depuis 2012, Procadres International mène de nombreuses missions de management de transition en Afrique. Sur ce continent qui connaît une croissance continue, nos managers de transition mènent actuellement des missions dans l'industrie, les télécoms ou l'agroalimentaire dans des grands groupes et des ETI. Procadres International accompagne quotidiennement de nombreux acteurs de l'économie africaine qui, durant cette période de croissance, doivent réussir leur développement, leur restructuration, leur internationalisation rapidement. Nos managers de transition sont alors de réels atouts ! La plupart d'entre eux vivent ou ont vécu en Afrique, tous ont de fortes expériences sur ce continent. Ils maîtrisent ainsi parfaitement la culture, l'économie et les enjeux de l'Afrique, tout en étant des experts expérimentés dans leur secteur respectif.

**Connexions dans des endroits isolés**

Depuis 2012, Sonema accompagne le développement du groupe monégasque ES-KO en RDC et au Sud Soudan. Sonema fournit plusieurs stations VSAT dans ces 2 pays permettant au personnel d'ES-KO de se connecter depuis des régions isolées d'Afrique. Grâce à ces stations, les équipes du groupe ES-KO accèdent à des applications primordiales pour le management interne, la gestion des entrepôts, le suivi des produits, la messagerie et le partage des données. Ces services permettent aux différentes équipes de bénéficier d'un moyen de télécommunication des plus avancés, pour des échanges en « direct », et des prises de décision plus rapides.

NOUVEAUX ADHERENTS**En savoir plus****YELE CONSULTING**www.yele.fr

Contact :

Delphine Hennegrave,
Chargée de dev. Afrique,
consultante Energie et Utilities
delphine.hennegrave@yele.fr

Tél : 01 47 75 07 80

**Conseil et ingénierie, leader des « Smarts energies »**

Crée en 2010, Yélé Consulting est un cabinet de conseil et d'ingénierie positionné à la croisée de deux domaines : l'énergie et le numérique. Nous aidons nos clients (utilities, industriels et collectivités territoriales) à réussir leur transition énergétique en s'appuyant sur les outils et méthodes innovantes apportés par le numérique. Avec plus de 40 collaborateurs, Yélé est le leader des « Smart Energies » en France, notamment sur la thématique des Smart Grids.

Yélé a un engagement fort envers l'Afrique et s'appuie pour cela sur sa filiale, CIFED, créée en 2013. Basée au Mali, CIFED a vocation à développer les activités suivantes dans toute l'Afrique de l'Ouest :

- des missions de conseils, d'accompagnement opérationnel et d'ingénierie pour des acteurs locaux de la filière énergétique sur les thématiques de la production énergétique, l'intégration de cette production sur les réseaux, les micro grids (urbains et ruraux) et l'efficacité énergétique ;
- des missions de conseil et d'accompagnement d'entreprises françaises souhaitant vendre des solutions innovantes (recherche de financements et de partenaires, appui opérationnel local) ;
- des services de support et de maintenance de solutions au plus près du terrain ;
- des formations initiales et continues aux énergies et au développement durables dans notre Institut régional de formation.

MECENAT

Créée en 1994, La Chaîne de l'Espoir agit en faveur des enfants les plus démunis, notamment dans le domaine de la chirurgie cardiaque pédiatrique.

Au Mali, l'association a pour projet de réhabiliter l'hôpital Mère-Enfant "Le Luxembourg", et plus particulièrement l'unité existante de cardio-pédiatrie créée par le **Pr Diarra**, afin qu'il devienne un centre de cardio-pédiatrie moderne pour la prise en charge des cardiopathies de l'enfant du diagnostic à la phase postopératoire.

A ce jour, plus de 2 000 enfants identifiés par le Pr Diarra n'ont pas de réponse médicale. En effet, actuellement, il n'existe pas de chirurgie cardiaque au Mali alors que la liste d'attente des enfants atteints de cardiopathies ne cesse d'augmenter. Depuis une quinzaine d'années, La Chaîne de l'Espoir organise et finance tous les ans la venue en France de 20 jeunes patients pour leur permettre de bénéficier des meilleurs soins possibles. L'objectif de La Chaîne de l'Espoir à travers ce projet est de permettre aux personnels médicaux locaux de prendre en charge un plus grand nombre d'enfants cardiaques et d'accompagner les équipes vers l'autonomie dans une structure garantissant la qualité et la sécurité des soins. Ainsi rénové, l'hôpital Mère-Enfant "Le Luxembourg" sera le 2ème pôle d'excellence cardio-pédiatrique de l'Afrique de l'Ouest en liaison direct avec le Centre Cardio-pédiatrique Cuomo de Dakar, réalisé également par La Chaîne de l'Espoir.

En savoir plus**LA CHAÎNE DE L'ESPOIR**www.chainedelespoir.org

Pour aider au financement :

M. Camber-Rougé,
Responsable partenariats
Acamberrouge
@chainedelespoir.org

Tél : 06 37 67 67 83

EVENEMENTS PARTENAIRES



**PAVILLON DES
Lettres d'Afrique**
SALON LIVRE PARIS - 24-27 MARS 2017 - PARIS PORTE DE VERSAILLES

Livre Paris, Paris Porte de Versailles, 24-27 mars 2017

Au sein du rendez-vous littéraire annuel, Livre Paris, qui se tiendra à la porte de Versailles, le Pavillon des Lettres d'Afrique accueillera le public sur un espace de 400m².

Véritable vitrine de la diversité et de la richesse littéraire, ce pavillon proposera un riche programme d'activités avec un espace de conférences, une zone jeunesse, un studio d'enregistrement radio animé par France Média Monde et un accueil pour les journalistes et les professionnels du livre. Vous y retrouverez une librairie qui vous fera découvrir notamment une sélection de livres édités par des maisons d'édition africaines. Des auteurs de romans, d'essais, de littérature jeunesse... viendront à la rencontre des lecteurs et dédicaceront leurs ouvrages.

Dans le cadre de ce pavillon, **lundi 27 mars à 17h, le CIAN lancera les Cahiers du CIAN**. Cette nouvelle collection, éditée avec les éditions Michel Lafon, a pour objectif de prendre une part active au débat public. Chaque ouvrage donnera lieu à un partenariat avec un adhérent du CIAN particulièrement compétent sur le sujet. Pour débiter cette collection, le CIAN a choisi le thème du digital, qui est souvent présenté comme une solution à l'enjeu du développement de l'Afrique. Il s'est appuyé sur l'expertise de **Jean Michel Huet** du cabinet Bearing Point.

Africa Meet&Job, Paris, 24 mars 2017

Akwaba'nwork propose une rencontre de recrutement axée sur l'Afrique et les talents de la diaspora. Les entreprises souhaitant renforcer leurs équipes sur le continent sont invitées à prendre part gratuitement à l'événement.

**INSTITUT
DU MONDE
ARABE**

المعهد العربي
للدراسات والبحوث

Forum Afrique –Monde arabe– France, Paris, 19 septembre 2017

Construire un avenir économique commun

L'Institut du monde arabe propose d'aborder les enjeux liés au développement des échanges économiques, le monde arabe et l'Afrique dans le cadre d'un forum exceptionnel organisé en partenariat avec AfricaFrance, Jeune Afrique, le CIAN et le ministère des Affaires étrangères et du développement international.

Trois tables-rondes seront consacrées à la ville de demain, à l'agro-industrie ainsi qu'aux investissements. Des keynotes et une grande conférence de clôture donneront la parole à des personnalités emblématiques.



Les Rencontres Africa 2017, Abidjan-Nairobi-Tunis, 2 au 6 octobre 2017

Les prochaines rencontres Africa se tiendront en Afrique début octobre 2017, avec un premier rendez-vous en Côte d'Ivoire suivi d'un déplacement au choix vers la Tunisie ou le Kenya. Ces journées, rythmées par des conférences plénières et des ateliers, seront l'occasion de nouer des relations d'affaires avec les chefs d'entreprise du pays-hôte et de la région.

Forum du Pétrole et de l'Energie contre la Corruption

A l'initiative de la Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite, de l'Union Patronale Gabonaise et du Forum du Pétrole et de l'Energie contre la Corruption, de hauts représentants de départements ministériels (Trésor Public, Budget et Comptes Publics, Energie, Pétrole, Commerce, Education Nationale, Promotion des Investissements privés, du Tourisme et de l'Industrie), de collectivités locales, du Conseil d'Etat et d'agences nationales (Agence Nationale d'Investigations financières et Agence Nationale des Grands Travaux) se sont réunis le 16 décembre à Libreville avec des représentants des secteurs pétrolier et parapétrolier afin de poursuivre, approfondir et rendre concret le dialogue amorcé le 15 avril.

Le Président de la CNLCEI a rappelé l'objectif de coopérer entre les secteurs public et privé afin de corroborer les efforts déjà réalisés visant à améliorer le climat d'intégrité au Gabon.

En savoir plus

PAVILLON DES LETTRES D'AFRIQUE

pavillondeslettresdafrique.com

Aminata Diop Johnson,

[ajohnson@](mailto:ajohnson@hopsotchafrique.com)

hopsotchafrique.com

LES CAHIERS DU CIAN

Le Digital en Afrique,

Jean Michel Huet,

éd. Michel Lafon, mars 2017



Information :

communication@cian.asso.fr

AFRICA MEET&JOB

contact@akwabanwork.net

Marie-Karelle Kone, fondatrice

Tél : 07 68 53 44 38

FORUM AFRIQUE- MONDE ARABE-FRANCE

Devenir partenaire

servicemecenet@imarabe.org

RENCONTRES AFRICA

Infos et inscriptions

www.rencontresafrique.org

Contact Partenariats :

Julie Ferraris

+33 (0)4 26 23 10 20

[julie.ferraris@classe-](mailto:julie.ferraris@classe-export.com)

[export.com](http://classe-export.com)

FORUM DU PETROLE ET DE L'ENERGIE CONTRE LA CORRUPTION

Contact : Me Vincke

francoisvincke@gmail.com

Première Edition



AfricaDays

15 - 17 MAI 2017

19h00 - 22h30

HEC Paris -1, rue de la Libération - 78350 JOUY-EN-JOSAS

Afrique, Terre d'initiative et d'Entrepreneurs

Trois soirées thématiques autour des défis et enjeux du continent.

En présence d'entrepreneurs, d'experts et de grandes voix africaines.

Programme et inscriptions fin mars.

Merci de réserver d'ores et déjà vos dates !



AGENDA

GUIDE PRATIQUE CIAN

La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations

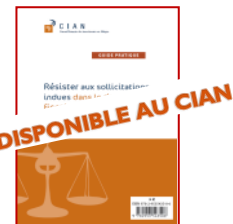


(10 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier

(9 € + port)



Commander les Guides Pratiques CIAN :

communication@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

CIAN

PARIS – **Commission RSE**, 14 mars
PARIS – **Comm. Juridique et Fiscale**, 24 mars
PARIS – **AG et déjeuner-débat**, 28 mars
PARIS – **Comm. Sûreté**, 18 avr
PARIS – **Comm. Juridique et Fiscale**, 27 avr
PARIS – **Comm. Santé**, 18 mai
PARIS – **Déjeuner-débat**, 20 juin
Infos : www.cian-afrique.org

ADEPTA

NIGERIA – Agrofood Nigeria 2017, 28-30 mars
ALGERIE – Djazagro 2017, 10-13 avr
ZAMBIE – Agritech Expo, 26-28 avr

AFD/IMA/France MEDIA MONDE

PARIS – Tout Afrique : les enjeux d'une approche continentale, 12 avr

AFRICA CEO FORUM

SUISSE – 5^{ème} édition, 20-21 mars

BUSINESS FRANCE

PARIS – Atelier Consultants-BE /banques dev., 13 mars
ALGERIE – Renc. mines et carrières, 21-23 mars
TANZ – Renc. BtoB EnR Afrique de l'Est, 4-6 avr
MAROC – SIAM, 18-23 avr
AFR DU S. – African Utility Week, 16-18 mai
MADAG. – Renc bailleurs de fonds intern, 16-18 mai
COTE D'IV – Business Opportunities Seminar à la Banque Africaine de développement, en juin
AFR du SUD – Africa Rail, 13-14 juin
ANGOLA – BtoB oil&gas, 13-15 juin
PARIS – Travailler avec les partenaires chinois en pays tiers, 6-7 juil
Infos : www.programme-france-export.fr

CADE

PARIS – Secteurs agroalimentaires en Afrique et en Europe : organ. des filières, potentiels, RSE..., (cade@afrique-demain.org), 29 mars

CLUB EFFICIENCE

PARIS – Dîner du Club Efficience, invité N. Dufourcq, directeur général de BPI France, 17 mars

CCI Paris Ile de France

ETHIOPIE – Mission de prospection, 10-13 avr

COMMISSION EUROPEENNE

BELGIQUE – European development days, 7-8 juin

CROISSANCE PEACE

PARIS – Croissance Peace 2017, 16 mars

HEC

JOUY-EN-JOSAS – Africa days, 15-17 mai

IFRI

PARIS – Enjeux politiques et sécuritaires en Afrique australe, quelle voie pour l'Afr du Sud ?, 13 mars

INSTITUT DU MONDE ARABE

PARIS – Forum Afrique-Monde arabe-France : Construire un avenir économique commun, 19 sept

IPEMED/LA TRIBUNE/BPI FRANCE

PARIS – Pour une souveraineté et une sécurité alimentaires durables et partagées, 4 avr

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Rencontre avec M. Adama Barrow, président de Gambie, 16 mars
SENEGAL – Délég. de chefs d'entr à Dakar, 12-14 avr
OUG/RWANDA – Délég. de chefs d'entr à Kampala et Kigali, 14-16 juin
Infos : www.medefinternational.fr

OCDE

PARIS – OECD Global Anti-corruption & Integrity Forum, 30-31 mars
PARIS – Forum mondial sur le développement 2017, 5 avr

RENCONTRES INTERNATIONALES DES PPP

PARIS – 10^{ème} Rencontres des Partenariats publics-privés, 22-23 mars

SCIENCES PO/CERI

PARIS – La rente pétrolière et le dev. éco. des pays producteurs, 31 mars

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Sandrine Sorieul

Ont collaboré à ce numéro :

Pierre Arnaud, Stephen Decam, Anthony Bouthelier, Etienne Giros, Jacques Manlay, Sammy Oussedik, Laurent Padoux

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 60 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : contact@cian.asso.fr

Site : www.cian-afrique.org



**Retrouvez-nous
sur le Web :**

www.cian-afrique.org